



**Groupe Banque TD**

# **Rapport de progrès vers une économie à faibles émissions de carbone**

2017 et 2018



# Sommaire de gestion

**Dans le cadre de notre plateforme d'entreprise citoyenne, La promesse Prêts à agir, nous participons à la création d'un avenir plus inclusif et durable où tous pourront croire en leur capacité de réussir et de participer dans un monde en évolution. Dans cette optique, nous nous sommes fixé une cible totale de 100 milliards de dollars d'ici 2030 sous forme de prêts, de financement, de services de gestion des actifs et d'autres programmes d'entreprise internes.**

L'Amérique du Nord vient tout juste d'entamer la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Ainsi, nous avons adopté une approche équilibrée qui tient compte à la fois de nos besoins énergétiques et de la réalité économique d'aujourd'hui. Cette transition nécessitera des dépenses en immobilisations importantes dans tous les secteurs de l'économie. La TD compte parmi les 10 plus grandes banques en Amérique du Nord au chapitre des actifs. À ce titre, elle a un rôle vital à jouer pour appuyer financièrement la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.

Le présent rapport décrit l'approche que nous avons adoptée pour appuyer cette transition et fait état des progrès que nous avons réalisés pendant les deux premières années vers l'atteinte de notre cible financière totale de 100 milliards de dollars d'ici 2030. Nous avons concentré nos efforts dans trois moteurs favorisant la réduction des émissions de carbone et avons mesuré nos progrès à l'échelle d'une variété de secteurs du marché.

Au cours des exercices financiers 2017 et 2018, la TD a investi 30,3 milliards de dollars sous forme de prêts, de financement, de services de gestion des actifs et d'autres programmes internes afin d'appuyer la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Les opérations liées aux énergies à faibles émissions de carbone (qui englobent la production d'électricité, l'énergie et les services publics) représentent le secteur de marché le plus important, avec 47% du total. La majorité de ces activités sont orientées vers le verdissement continu des réseaux d'approvisionnement et de distribution d'énergie électrique de l'Amérique du Nord. Parmi les secteurs d'activité de la TD, la finance<sup>1</sup> et la prise ferme d'obligations vertes représentent plus de la moitié de l'investissement total cumulatif (35% et 19% respectivement). L'exercice financier 2018 montre une augmentation de la valeur des sociétés à faibles émissions de carbone dans les portefeuilles de notre société de gestion de placements depuis l'exercice financier 2017.

Nous avons aussi entrepris de faire une évaluation préliminaire des répercussions économiques et environnementales de nos activités. Selon nos estimations, nos émissions de gaz à effet de serre (GES) évitées se chiffrent à 787 700 tonnes. D'un point de vue économique, nos activités de financement ont, selon nos estimations, permis d'appuyer plus de 76 000 emplois et de contribuer à hauteur de 15,2 milliards de dollars au PIB en Amérique du Nord, démontrant qu'il est possible de réduire les émissions de GES tout en générant des retombés économiques<sup>2</sup>.

Même si la TD n'est qu'au début de son parcours vers une économie à faibles émissions de carbone, ces résultats nous ont permis de relever un important mouvement de capitaux à l'échelle de multiples secteurs du marché et une hausse de la demande pour des produits et services qui créent de la valeur pour l'entreprise tout en contribuant à la bonne santé de l'environnement. Nous espérons que cette tendance s'accélélera lorsque les gouvernements, les entreprises et les collectivités uniront leurs efforts pour favoriser et soutenir une économie à faibles émissions de carbone, en aidant toute personne, sans distinction de son milieu ou de ses habiletés, à prendre une part active dans sa collectivité et à réussir dans un monde en évolution.

## Moteurs de réduction des émissions de carbone

- Production d'énergie à faibles émissions de carbone
- Efficacité énergétique et gestion responsable de l'énergie
- Infrastructures vertes et gestion durable des terrains

## Secteurs du marché

- Énergie
- Services immobiliers
- Recyclage
- Gestion durable des terrains
- Automobile et transport
- Multisectoriel

<sup>1</sup> Les produits faisant partie du secteur d'activité « finance » incluent l'offre de conseils sur les marchés des capitaux, l'accès aux marchés des titres de créance et de capitaux propres et le soutien relatif aux fusions et aux acquisitions.

<sup>2</sup> Ces données (tonnes de GES, PIB, emploi) comprennent celles liées aux Obligations vertes TD.

# Introduction

**En mars 2018, la TD a lancé La promesse Prêts à agir, sa toute nouvelle plateforme d'entreprise citoyenne. Cette initiative d'entreprise pluriannuelle a pour objectif d'ouvrir les portes à un avenir plus inclusif et durable. Nous aspirons à relier nos activités, nos initiatives philanthropiques et notre capital humain pour aider les gens à se sentir plus en confiance par rapport à leurs finances et à leur capacité à atteindre leurs objectifs personnels dans un monde en évolution. Dans cette optique, nous comptons soutenir les efforts visant à rehausser la qualité de notre environnement pour permettre aux gens de s'épanouir et à l'économie de prospérer. Ces efforts visent notamment à appuyer la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.**

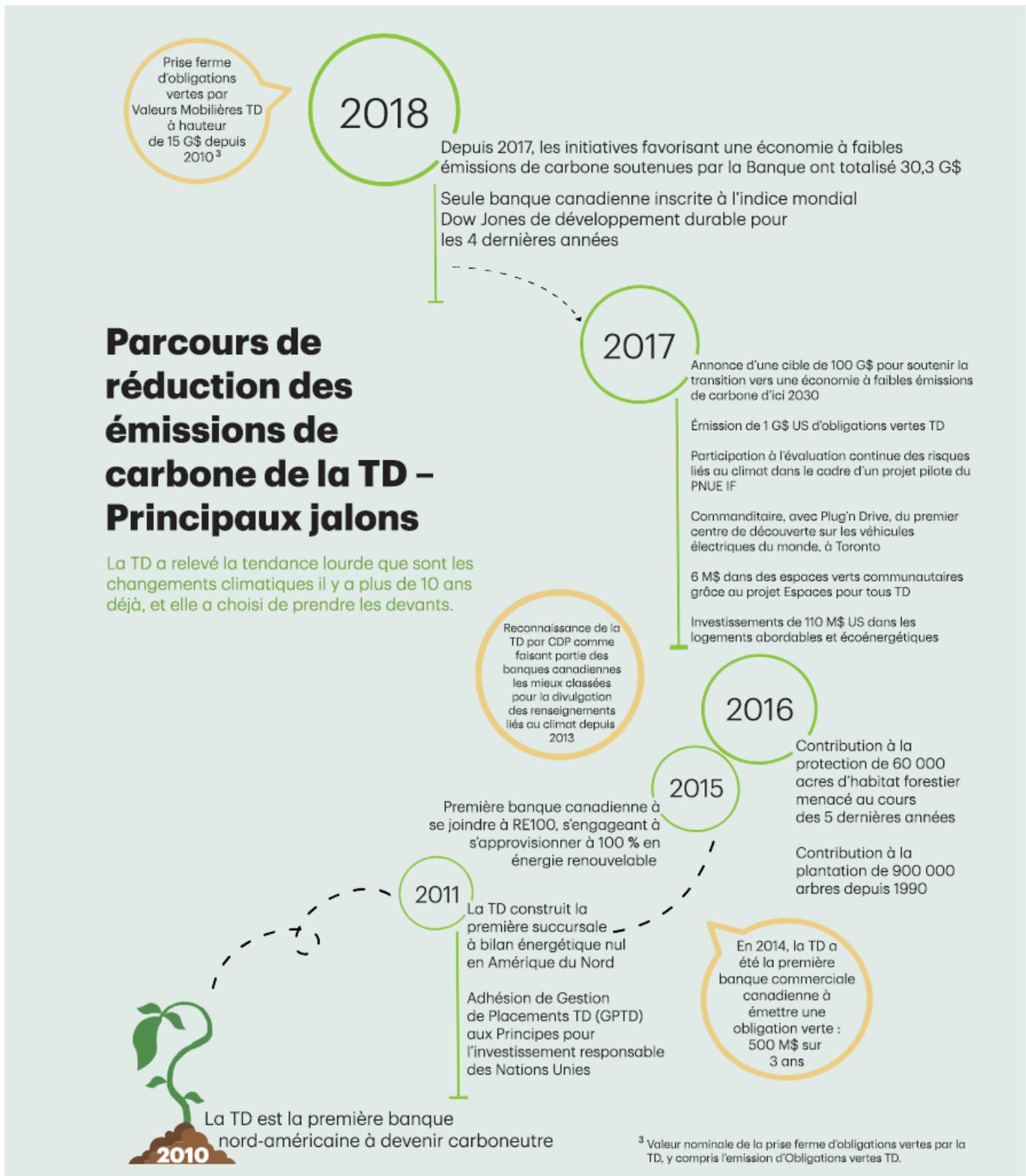
En 2008, la TD a reconnu que les changements climatiques étaient une préoccupation sur les plans de l'environnement et de l'économie et que les conséquences sur les collectivités, les entreprises et l'économie continueraient de s'accroître au cours des prochaines décennies. Depuis, nous avons cherché à comprendre les possibles conséquences des changements climatiques sur nos clients, notre entreprise et la société dans son ensemble. Il est reconnu par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) qu'il nous faudra faire la transition vers une économie à faibles émissions de carbone pour atténuer les répercussions des changements climatiques<sup>1</sup>. L'approche qu'a adoptée la TD reconnaît l'importance d'une transition équilibrée tournée vers l'avenir, qui tient à la fois compte de nos besoins énergétiques et de la réalité économique d'aujourd'hui.

En 2017, nous nous sommes engagés à appuyer la transition vers une économie à faibles émissions de carbone en investissant 100 milliards de dollars d'ici 2030 sous forme de prêts, de financement, de services de gestion des actifs et d'autres programmes d'entreprise internes. Le présent rapport décrit nos progrès. Voici ce que vous y trouverez :

- des explications sur l'économie à faible émission de carbone;
- l'approche adoptée par la TD pour évaluer sa progression vers cette cible;
- la façon dont nous mesurerons les répercussions sur l'économie et l'environnement de nos prêts, de notre financement, de nos services de gestion des actifs et de nos programmes d'entreprise internes favorisant une économie à faibles émissions de carbone;
- nos résultats totaux cumulatifs depuis que nous avons commencé à faire des rapports (exercices financiers 2017 et 2018); et
- les leçons tirées et les prochaines étapes.

<sup>1</sup> <https://www.ipcc.ch/sr15/>

# Introduction



# Comprendre ce qu'est une économie à faibles émissions de carbone

## Définir le défi



### La dimension environnementale

Comme l'ont souligné des organismes comme le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les répercussions des changements climatiques sur l'environnement font l'objet d'études scientifiques depuis plusieurs décennies et sont devenues des questions de préoccupation mondiale<sup>1</sup>. Comme il a été décrit dans ces études scientifiques, les conséquences sont le résultat du réchauffement climatique, lui-même causé par la concentration croissante de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Ce réchauffement planétaire entraîne quantité d'effets indésirables sur l'environnement comme des conditions météorologiques changeantes, la montée du niveau de la mer et des phénomènes météorologiques violents dans certaines régions (p. ex., des inondations et un nombre croissant d'incendies de forêt). Ces conséquences auront à leur tour le potentiel d'affecter les récoltes alimentaires et les ressources naturelles, les infrastructures industrielles et municipales et les écosystèmes naturels. Les répercussions du réchauffement planétaire sont déjà visibles et se poursuivront pendant encore plusieurs décennies.



### La dimension économique

Les conséquences sociales et économiques des changements climatiques se font sentir dans un nombre croissant de villes et de collectivités touchées par des événements météorologiques violents, des inondations ou des incendies de forêt. Selon les estimations, l'impact financier à long terme des catastrophes naturelles pour les Canadiens pourrait se chiffrer à 5 milliards de dollars par année en 2020 et entre 21 et 43 milliards de dollars en 2050<sup>2</sup>. C'est sans compter que de nombreuses entreprises canadiennes doivent conjuguer avec certaines de ces conséquences, qui se traduisent par des perturbations économiques comme des pannes d'électricité et des problèmes d'approvisionnement<sup>3</sup>. Au cours des 15 prochaines années, on estime que le coût annuel moyen des tempêtes côtières en Amérique du Nord augmentera de plus de 10 milliards de dollars pour atteindre 35 milliards de dollars en raison de la montée du niveau de la mer, des ondes de tempête et de l'intensification de l'activité des ouragans<sup>4</sup>.

De manière à limiter le réchauffement planétaire, le GIEC a appelé les gouvernements, les entreprises et la société à concorder leurs efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre<sup>5</sup>. L'entreprise est considérable, lorsqu'on considère que l'abondance des ressources et une énergie bon marché sont des facteurs déterminants de notre croissance économique et de notre prospérité et qu'à l'heure actuelle, près de 80 % de l'approvisionnement énergétique mondial provient des combustibles fossiles<sup>6</sup>. En dépit des efforts pour réduire nos émissions de GES, les prévisions démontrent que la croissance démographique mondiale, qui devrait atteindre 10 milliards d'ici 2050, fera croître la demande pour l'énergie, les biens et les services. Notons par exemple que la demande énergétique mondiale devrait presque doubler entre 2020 et 2050<sup>7</sup>.

<sup>1</sup> <https://www.ipcc.ch/report/ar4/wg2/>

<sup>2</sup> [https://www.td.com/francais/document/PDF/economics/special/Natural%20Catastrophes\\_fr.pdf](https://www.td.com/francais/document/PDF/economics/special/Natural%20Catastrophes_fr.pdf)

<sup>3</sup> [https://www.td.com/francais/document/PDF/economics/special/Natural%20Catastrophes\\_fr.pdf](https://www.td.com/francais/document/PDF/economics/special/Natural%20Catastrophes_fr.pdf)

<sup>4</sup> <https://riskybusiness.org/report/national/>

<sup>5</sup> <https://www.ipcc.ch/sr15/>

<sup>6</sup> World Extended Energy Balances © OECD/IEA 2017 <https://www.iea.org/statistics/balances/>

<sup>7</sup> IEA World Energy Outlook 2017, <https://www.iea.org/weo2017/>

## 2.0

# Comprendre ce qu'est une économie à faibles émissions de carbone

## Émissions de gaz à effet de serre mondiales par secteur économique

(contenu adapté de l'Environmental Protection Agency des États-Unis)<sup>1</sup>



25 %

Électricité  
et chauffage



24 %

Agriculture, foresterie et  
autres utilisations des terres



14 %

Transports



6 %

Immeubles



21 %

Industrie



10 %

Autres énergies

## Mesures mondiales

Les gouvernements de partout dans le monde se sont engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050 pour limiter la hausse de la température moyenne mondiale à deux degrés Celsius (ou moins), par rapport à l'ère préindustrielle. Cet engagement est énoncé dans l'Accord de Paris de 2015, que près de 200 pays ont signé. Bon nombre de pays signataires se sont fixé des cibles nationales, régionales et municipales en vue d'appuyer cet objectif mondial (voir le tableau 1).

Tableau 1 : Exemples de cibles régionales en matière de changements climatiques

Région	Cibles en matière de changements climatiques
Canada	Cible de réduction des émissions de 30 % par rapport au niveau de 2005 d'ici 2030 <sup>2</sup>
Québec (Canada)	Cible de réduction des émissions de 20 % par rapport au niveau de 1990 d'ici 2020 <sup>3</sup>
Colombie-Britannique (Canada)	Cible de réduction des émissions de 40 % par rapport au niveau de 2007 d'ici 2030 <sup>4</sup>
Californie (États-Unis)	Cible de réduction des émissions au niveau de 1990 d'ici 2020, suivie d'une réduction supplémentaire de 40 % par rapport au niveau de 1990 d'ici 2030 <sup>5</sup>
Ville de New York (États-Unis)	Cible de réduction des émissions de 40 % par rapport au niveau de 1990 d'ici 2030 <sup>6</sup>

<sup>1</sup> <https://www.epa.gov/ghgemissions/global-greenhouse-gas-emissions-data>

<sup>2</sup> <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/indicateurs-environnementaux/progres-cible-reduction-emissions-gaz-effet-serre-Canada.html>

<sup>3</sup> <http://www.environnement.gouv.qc.ca/changementsclimatiques/engagement-quebec-en.asp>

<sup>4</sup> <https://www2.gov.bc.ca/gov/content/environnement/climate-change/planning-and-action/legislation>

<sup>5</sup> [https://www.climatechange.ca.gov/state/prevent\\_prepare.html](https://www.climatechange.ca.gov/state/prevent_prepare.html) et <https://www.arb.ca.gov/cc/inventory/1990level/1990level.htm>

<sup>6</sup> <https://rev.ny.gov/rev-goals-2030/>

# Comprendre ce qu'est une économie à faibles émissions de carbone

Bien que le débat public sur les changements climatiques ait surtout porté sur leurs conséquences sur l'environnement, il serait aussi bon d'aborder le problème du point de vue social et économique. Même si les citoyens s'entendent généralement sur l'importance de bâtir un environnement sain et durable, les études démontrent que cet avenir ne doit pas se faire au détriment de l'emploi et de la croissance économique<sup>1</sup>.

Bien qu'on entende souvent parler de l'« économie à faibles émissions de carbone », rare sont les fois où sa structure est expliquée. Par exemple : Comment cette économie se distingue-t-elle de celle actuellement en place? Devrons-nous faire un remaniement majeur des secteurs économiques? Quelles seront les conséquences de ce changement sur le produit intérieur brut (PIB) – et sur l'emploi?

Voici quelques-unes des questions que la TD et des parties prenantes à l'interne et à l'externe ont étudiées pour définir nos propres actions.

## Économie à faibles émissions de carbone – Définition

Il n'existe aucune définition largement reconnue de la notion d'« économie à faibles émissions de carbone ». Voici comment la TD définit cette notion de façon simple et pratique :

### Une économie à faibles émissions de carbone doit avoir pour objectif de réduire au maximum les émissions de gaz à effet de serre tout en assurant une croissance économique durable.

Idéalement, dans une économie à faibles émissions de carbone, l'accent est mis sur la réduction des GES liés entre autres :

- à la production de l'énergie et à son utilisation dans les procédés industriels, au développement des ressources naturelles et à l'utilisation de l'énergie par les entreprises et les consommateurs;
- aux collectivités, aux infrastructures et à l'environnement construit par l'homme;
- aux biens et services commerciaux; et
- aux comportements des consommateurs.

La transition vers une économie à faibles émissions de carbone nécessitera des dépenses en immobilisations importantes dans tous les secteurs de l'économie. On estime à 90 billions de dollars américains les besoins en immobilisations mondiaux qui seront nécessaires au cours des 15 prochaines années<sup>2</sup> pour respecter la cible de 2 degrés de l'Accord de Paris<sup>3</sup>.

Dans leur rapport « Le verdissement de l'économie »<sup>4</sup>, les Services économiques TD ont fait le constat que des efforts sont déployés à l'échelle de tous les secteurs de l'économie pour favoriser une économie à faibles émissions de carbone grâce à « la somme des efforts des consommateurs, des entreprises et des gouvernements pour accroître l'efficacité opérationnelle et réduire l'incidence environnementale, tout en favorisant la croissance économique, la diversification et la concurrence ». Dans le cadre de ce rapport, les mesures que prennent les sociétés pour appuyer une économie à faibles émissions de carbone sont réparties dans les catégories suivantes :

**1) Décarbonisation des secteurs à forte intensité d'émissions de carbone :** Les secteurs à forte intensité d'émissions de carbone peuvent réduire de façon importante leurs émissions de GES en misant sur l'amélioration de leurs processus et les innovations en matière d'efficacité énergétique (p. ex., production d'aluminium certifié à faibles émissions de carbone grâce à l'hydroélectricité<sup>5</sup> ou production de béton à partir d'une plus grande proportion de matériaux cimentaires de moindre impact<sup>6</sup>).

**2) Réduction du carbone intégré :** De nombreuses entreprises offrent des produits et services qui ne sont pas directement liés à l'émission de GES, mais dont l'emploi et la fabrication génèrent des quantités importantes d'émissions. En voici des exemples : les technologies numériques qui fonctionnent à l'électricité et les produits intelligents fabriqués au moyen de procédés manufacturiers et de matériaux de pointe (comme les téléphones intelligents). En tenant compte de la consommation d'énergie par l'utilisateur final dans la conception et en optant pour des sources d'approvisionnement énergétique à faibles émissions de carbone, il est possible de réduire grandement les émissions produites dans ces secteurs.

**3) Technologies à faibles émissions de carbone (technologies propres) :** Ces secteurs ou produits ont été conçus pour réduire ou éliminer les émissions de GES. Même si l'énergie renouvelable est l'exemple le plus connu de cette catégorie, les technologies propres sont développées et appliquées à l'échelle d'une large gamme de secteurs d'activité, du transport à la gestion des déchets en passant par l'agriculture et la foresterie.

<sup>1</sup> Canadian Environmental Barometer, Environics Research, 2018

<sup>2</sup> New Climate Economy, 2016, « The Sustainable Infrastructure Imperative » [https://newclimateeconomy.report/2016/wp-content/uploads/sites/4/2014/08/NCE\\_2016Report.pdf](https://newclimateeconomy.report/2016/wp-content/uploads/sites/4/2014/08/NCE_2016Report.pdf)

<sup>3</sup> À la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21) qui s'est tenue à Paris le 15 décembre 2015, 195 pays ont conclu le tout premier accord mondial juridiquement contraignant sur le climat. L'accord définit un plan d'action international visant à mettre le monde sur la bonne voie pour éviter un changement climatique dangereux, en maintenant le réchauffement planétaire largement en dessous de 2 °C. Pour obtenir des précisions, consultez le site suivant : [https://ec.europa.eu/clima/policies\\_fr](https://ec.europa.eu/clima/policies_fr)

<sup>4</sup> Services économiques TD 2013, « Le verdissement de l'économie canadienne » et Services économiques TD 2013, « The Greening of the U.S. Economy »

<sup>5</sup> <https://www.reuters.com/article/us-aluminium-sales-environment/hydro-powered-smelters-charge-premium-prices-for-green-aluminum-idUSKBN1A11CF>

<sup>6</sup> <https://reader.chathamhouse.org/making-concrete-change-innovation-low-carbon-cement-and-concrete#>

## 2.0

# Comprendre ce qu'est une économie à faibles émissions de carbone

### Passer à l'action

La TD compte parmi les 10 plus grandes banques en Amérique du Nord au chapitre des actifs. À ce titre, elle a un rôle vital à jouer pour appuyer la transition vers une économie à faibles émissions de carbone en Amérique du Nord. Voilà pourquoi nous nous sommes fixé une cible de 100 milliards de dollars, sous forme de prêts, de financement, de services de gestion des actifs et d'autres programmes internes misant sur les faibles émissions de carbone d'ici 2030.

Au cours de la prochaine décennie, alors que nous poursuivrons la création de notre programme d'économie à faibles émissions de carbone, nous nous efforcerons de fournir une « feuille de route » relative à cette transition. Voici ce que ce document devrait présenter :

- une compréhension pratique des principaux moteurs d'une économie à faibles émissions de carbone et leur évolution possible au fil du temps;
- les répercussions sur les principaux secteurs d'activité, y compris les risques et les possibilités au chapitre des innovations; et
- les répercussions possibles sur l'environnement, l'économie et le marché de l'emploi.

La TD a été la première banque canadienne, et parmi les quelques banques à l'échelle mondiale, à se fixer une cible de financement des activités à faibles émissions de carbone. Ce rapport de progrès décrit nos critères d'inclusion et nos premiers résultats sur deux ans pour les exercices 2017 et 2018. À l'avenir, nous comptons publier des mises à jour annuelles sur nos progrès dans notre Rapport sur les normes environnementales, sociales et de gouvernance. PwC, cabinet international de services professionnels, a aidé la TD en lui offrant des conseils techniques sur les critères d'inclusion, les méthodes de comptabilisation et la collecte et l'analyse de données.

## Notre approche

Vous trouverez dans le tableau 2 les principaux éléments pour une économie à faibles émissions de carbone que la TD a pris en compte dans sa collecte des données annuelle.

**Tableau 2 : Économie à faibles émissions de carbone – Éléments pris en compte**

	Description	Catégorie
<b>Production d'énergie</b> 	Technologies qui contribuent à produire de l'énergie à partir de ressources à faibles émissions de carbone	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Énergie éolienne</li> <li>• Énergie géothermique</li> <li>• Énergie solaire</li> <li>• Énergie marémotrice et marine</li> <li>• Biomasse</li> <li>• Hydroélectricité</li> <li>• Énergie nucléaire</li> </ul>
<b>Efficacité énergétique et gestion responsable de l'énergie</b> 	Technologies et programmes qui contribuent à la réduction de la consommation énergétique ou à la gestion et au stockage de l'énergie	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Efficacité énergétique liée aux bâtiments (p. ex., bâtiments certifiés LEED ou BOMA<sup>1</sup>)</li> <li>• Efficacité industrielle</li> <li>• Efficacité liée au transport</li> <li>• Distribution, stockage et gestion de l'énergie</li> <li>• Produits, techniques de production et processus écoénergétiques</li> </ul>
<b>Infrastructures vertes et gestion durable des terrains</b> 	Technologies ou programmes appuyant la conservation, la qualité de l'air, la gestion durable des terres, des déchets et de l'eau et améliorant la résistance aux phénomènes climatiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pratiques agricoles et forestières durables (y compris les principaux producteurs et les produits forestiers en aval)</li> <li>• Gestion et traitement de l'eau et des eaux usées</li> <li>• Gestion durable des déchets</li> <li>• Prévention et contrôle de la pollution</li> <li>• Conservation</li> </ul>

<sup>1</sup> LEED (Leadership in Energy and Environmental Design) est un programme de certification des bâtiments, gérés par le Green Building Council des États-Unis. Le BOMA (Building Owners and Managers Association of Canada) détient un système de certification de la durabilité, intitulé les Building Environmental Standards de BOMA.

### 3.0

## Notre approche

La méthodologie que nous avons mise au point avec le soutien de PwC fait le suivi des mesures de soutien (par secteur du marché) que la TD a prises pour appuyer une économie à faibles émissions de carbone dans ses différents secteurs d'activité.

#### Nos secteurs d'activité sont les suivants :

<b>Services bancaires de détail et Assurance</b>	Offre de produits bancaires et d'assurances aux clients particuliers, qui appuient une économie à faibles émissions de carbone (p. ex., protection d'assurance pour un véhicule électrique)
<b>Crédit</b>	Offre de crédit aux clients, par l'entremise de nos services bancaires aux entreprises et de gros
<b>Services bancaires d'investissement</b>	Offre de conseils sur les marchés des capitaux, d'un accès aux marchés des titres de créance et de capitaux propres et du soutien relatif aux fusions et aux acquisitions
<b>Gestion de placements</b>	Offre de services de gestion de placements, qui prennent la forme d'actions et de titres d'emprunt, par l'entremise de Gestion de Placements TD
<b>Prise ferme d'obligations vertes</b>	Appui des émissions d'obligations vertes de nos clients par la prise ferme <sup>1</sup>
<b>Programmes d'entreprise internes</b>	Programmes environnementaux de la TD, initiatives en matière d'efficacité énergétique et hydraulique dans nos installations, dons à des organismes environnementaux ancrés dans la collectivité et activités visant à favoriser une économie à faibles émissions de carbone. Ce secteur comprend aussi les obligations vertes détenues comme actions propres par la TD

#### Voici quelques exemples de nos secteurs du marché :

<b>Énergie</b>	Services d'électricité, producteurs indépendants d'énergie, développeurs de solutions de stockage énergétique et de réseaux électriques intelligents, projets d'efficacité énergétique, biocarburants à faibles émissions de carbone et projets de transmission électrique, qui améliorent l'accès à des énergies à faibles émissions de carbone et permettent aux collectivités éloignées d'avoir accès à des ressources énergétiques propres
<b>Services immobiliers</b>	Les projets d'immeubles résidentiels et commerciaux certifiés « verts » et les promoteurs immobiliers qui construisent surtout des immeubles certifiés « verts »
<b>Recyclage</b>	Les entreprises qui soutiennent la réduction de l'extraction de matières premières et les répercussions qui y sont associées
<b>Utilisation durable des terres</b>	Sociétés participant à la chaîne de valeur des produits forestiers, qui utilisent de la fibre de bois certifiée durable
<b>Automobile et transport</b>	Développement du transport ferroviaire de voyageurs, autobus, métros et tramways à faibles émissions de carbone et achat ou fabrication de véhicules à faibles émissions de carbone
<b>Multisectoriel</b>	Sociétés qui développent des solutions technologiques et de modèles d'affaires, qui permettent de lutter contre les changements climatiques, à l'échelle de différents secteurs, y compris les sociétés de l'Indice des technologies propres de la Bourse de Toronto <sup>2</sup>

<sup>1</sup> Les émissions d'Obligations vertes de la TD sont intégrées au secteur d'activité du crédit.

<sup>2</sup> Indice des technologies propres : <https://www.tmxmoney.com/fr/research/cleantech.html>

## Notre approche

### Critères d'inclusion

La TD participe à différentes activités de financement. Ainsi, nous avons cherché à mettre à profit le plus grand nombre possible d'éléments de notre entreprise pour atteindre cette cible importante. Nous avons mis au point un ensemble de critères d'inclusion pour repérer les opérations à inclure dans notre cible vers une économie à faibles émissions de carbone. Bien que nous soyons conscients que ces critères pourraient évoluer à mesure que s'amélioreront les connaissances et la compréhension du fonctionnement d'une économie à faibles émissions de carbone, nous avons aussi défini des principes sous-jacents pour orienter le développement et l'application de ces critères d'inclusion :

### Principes de développement et d'application des critères d'inclusion :

- Nous nous sommes limités aux entreprises (ou aux projets) dont les activités ont pour objectif de participer à la réduction ou à l'élimination des émissions de GES (comme il est décrit au tableau 2).
- Nous nous sommes appuyés sur les normes existantes de tiers pour établir notre définition d'une économie à faibles émissions de carbone (p. ex., régimes de certification).
- Nous nous sommes limités aux projets ou aux entreprises qui respectent sans équivoques nos critères d'inclusion. Nous avons rejeté toute entreprise ou projet pour lequel l'information ou les données pertinentes étaient insuffisantes pour déterminer le respect de nos critères.
- Nous avons pris des mesures pour éviter toute comptabilisation en double. Par exemple, lorsqu'un engagement financier existant était bonifié l'exercice suivant, seule l'augmentation a été prise en compte dans le montant total investi pour une économie à faibles émissions de carbone pour cet exercice.
- Nous reverrons nos critères d'inclusion tous les trois ans, au moins, et chaque fois que des changements importants seront apportés à la définition mondiale du financement durable ou d'une économie à faibles émissions de carbone.

Vous trouverez un sommaire de nos critères d'inclusion par secteur d'activité dans le tableau 3. Des précisions sur le mode de définition de nos critères d'inclusion et nos méthodes de comptabilisation se trouvent à l'annexe A.

# Notre approche

## Tableau 3 : Sommaire de nos critères d'inclusion

Secteur d'activité	Critères d'inclusion
Énergie	 <ul style="list-style-type: none"> <li>• Entreprises dont au moins 80% de la capacité de production d'énergie repose sur des ressources à faibles émissions de carbone</li> <li>• Entreprises et projets dont la capacité de production d'énergie à faibles émissions de carbone est intégrée au réseau</li> </ul>
Services immobiliers	 <ul style="list-style-type: none"> <li>• Projets liés à la construction ou à l'exploitation d'un bâtiment certifié LEED ou BOMA</li> <li>• Promoteurs immobiliers dont le portefeuille est composé à au moins 80% de bâtiments certifiés verts</li> </ul>
Auto	 <ul style="list-style-type: none"> <li>• Entreprises et projets liés aux véhicules hybrides, électriques ou à très faibles émissions<sup>1</sup></li> </ul>
Transport	 <ul style="list-style-type: none"> <li>• Entreprises et projets liés au transport ferroviaire urbain, au transport ferroviaire de voyageurs de longue distance et aux autobus dont les émissions sont faibles ou nulles</li> </ul>
Foresterie et produits du bois	 <ul style="list-style-type: none"> <li>• Entreprises qui utilisent des produits contenant au moins 80% de fibres de bois provenant de sources certifiées durables (exemples de sources certifiées : normes FSC, SFI ou PEFC<sup>2</sup>)</li> <li>• Projets de conservation de l'environnement comme ceux qui sont financés dans le cadre des programmes de dons de la TD</li> </ul>
Recyclage	 <ul style="list-style-type: none"> <li>• Entreprises et projets liés au recyclage</li> </ul>

### Mesure des répercussions

Nous cherchons à appuyer la transition vers une économie à faibles émissions de carbone de sorte non seulement à réduire les émissions de GES, mais aussi à assurer des retombées positives sur l'économie et dans la société. Voici les paramètres que nous avons retenus pour mesurer les répercussions de notre programme d'économie à faibles émissions de carbone :

- réduction des émissions de GES,
- contribution à l'activité économique (PIB), et
- marché de l'emploi

Nous avons employé des méthodes de mesure largement reconnues (consulter l'annexe A pour les précisions)<sup>3</sup> :

- Émissions de GES évitées : Nous estimons le volume d'émissions de GES évitées en fonction de la réduction de la consommation d'énergie ou de la production d'énergie de remplacement rendue possible grâce aux opérations pour une économie à faibles émissions de carbone de la TD

- Contribution au PIB et au marché de l'emploi : Des multiplicateurs économiques nationaux et provinciaux ont été utilisés pour calculer les retombées économiques directes et indirectes liées aux secteurs d'activités où évoluent les entreprises (ou les projets) sobres en carbone que nous finançons

La part de la TD en ce qui a trait au financement du projet total est utilisée pour calculer la part de celle-ci relativement aux retombées créées par le projet. Pour chaque opération, on calcule et on inclut les retombées annuelles une seule fois (dans l'exercice au cours duquel l'opération a eu lieu) plutôt que d'inclure les retombées totales au cours de la durée de vie estimée du projet. Cette approche est conservatrice, étant donné que de nombreuses opérations serviront à financer des projets ou des activités dont les retombées positives se poursuivront dans le temps. Par exemple, le financement d'un bâtiment certifié LEED entraînera des économies d'énergie et une réduction des émissions de GES pendant toute la durée de vie du bâtiment.

<sup>1</sup> Par définition, les véhicules à très faibles émissions produisent moins de 75 g de CO<sub>2</sub> par kilomètre.  
<https://www.smmmt.co.uk/industry-topics/technology-innovation/ultra-low-emission-vehicles-ulevs/>

<sup>2</sup> FSC : Forest Stewardship Council; SFI : Sustainable Forestry Initiative; PEFC : Programme for the Endorsement of Forest Certification.

<sup>3</sup> Ces données (tonnes de GES, PIB, emploi) comprennent les valeurs des retombées des Obligations vertes TD.

## Résultats

Au cours des deux premières années de son engagement, la TD a investi 30,3 milliards de dollars sous forme de prêts, de financement, de services de gestion des actifs et d'autres programmes internes afin d'appuyer la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Nos résultats nous ont permis de relever un mouvement important de capitaux à l'échelle de multiples secteurs du marché, ce qui démontre l'existence d'une demande pour des produits et services qui créent de la valeur pour l'entreprise tout en contribuant à la réduction des émissions de GES<sup>1</sup>.

**Figure 1 : Progrès accomplis jusqu'à maintenant – Soutien financier de la TD pour une économie à faibles émissions de carbone, par secteur du marché<sup>2</sup>**



**19 %**

Multisectoriel



**47 %**

Énergie



**17 %**

Services immobiliers



**4 %**

Recyclage



**3 %**

Gestion durable des terrains



**10 %**

Auto et transport

<sup>1</sup> Services économiques TD 2013, « Le verdissement de l'économie canadienne » et Services économiques TD 2013, « The Greening of the U.S. Economy »

<sup>2</sup> Répartition par secteur du marché de l'investissement total de 30,3 milliards de dollars canadiens. Reflète le total cumulatif de 2017 et 2018.

## Résultats

### Figure 2 : Progrès accomplis jusqu'à maintenant - Soutien financier de la TD pour une économie à faibles émissions de carbone, par secteur d'activité de la TD

(en fonction des critères d'inclusion)<sup>1</sup>



35 %

Services bancaires  
d'investissement



19 %

Prise ferme  
d'obligations vertes



15 %

Gestion de placements



11 %

Services bancaires de  
détail et Assurance



2 %

Programmes d'entreprise



18 %

Crédit (dette/crédit)

Ces résultats permettent de relever plusieurs faits saillants :

- L'énergie (production d'énergie à faibles émissions de carbone, distribution, services publics et efficacité énergétique) est le plus important secteur du marché à faibles émissions de carbone, avec une représentation de 47% du total cumulatif. La majorité de ces activités sont orientées vers le verdissement continu des réseaux d'approvisionnement et de distribution d'énergie électrique de l'Amérique du Nord.
- Les obligations vertes appuient les activités. La prise ferme d'obligations vertes représente 19% de l'investissement total cumulatif, démontrant l'importance de cet outil pour diriger les mouvements mondiaux de capitaux vers l'économie à faibles émissions de carbone<sup>2</sup>.
- Notre volume d'affaires compte une proportion importante de sociétés de technologies propres inscrites à l'Indice des technologies propres de la Bourse de Toronto, démontrant le développement croissant de ce secteur.

<sup>1</sup> Répartition par secteur d'activité de la TD de l'investissement total de 30,3 milliards de dollars canadiens. Reflète le total cumulatif de 2017 et 2018. Les émissions d'Obligations vertes de la TD sont intégrées au secteur d'activité du crédit.

<sup>2</sup> Les émissions d'Obligations vertes de la TD sont intégrées au secteur d'activité du crédit.

## Résultats

### Mesure des retombées – Résultats

Nous avons tenté, pour une première fois, de mesurer les retombées économiques et environnementales du soutien que la TD a offert pour favoriser une économie à faibles émissions de carbone sous la forme de prêts, de financement, de gestion des actifs et d'autres programmes d'entreprise internes, ainsi que d'initiatives philanthropiques. Bien que les données et les méthodologies requises pour faire une analyse complète de ces répercussions soient encore à l'étape de développement dans le secteur financier, nos résultats donnent à penser qu'une économie à faibles émissions de carbone pourrait contribuer à notre prospérité future<sup>1</sup>.

Nos opérations financières en 2017 et 2018 ont permis d'éviter environ 787 700 tonnes de GES, la majorité provenant d'opérations liées à des énergies à faibles émissions de carbone<sup>2</sup>. Le volume estimé d'émissions de GES évitées est équivalent à la consommation énergétique annuelle d'environ 94 400 maisons en Amérique du Nord<sup>3</sup>. D'un point de vue économique, nos activités de financement à faibles émissions de carbone ont, selon nos estimations, permis d'appuyer plus de 76 000 emplois<sup>4</sup> et de contribuer environ 15,2 milliards de dollars au PIB<sup>5</sup>, démontrant qu'il est possible de réduire les émissions de GES tout en générant des retombées économiques. La figure 3 présente une répartition des emplois par secteur du marché.

Figure 3 : Répartition des emplois soutenus par secteur du marché<sup>6</sup>



46 %  
Énergie



26 %  
Services immobiliers



21 %  
Auto et transport



4 %  
Gestion durable des terrains



3 %  
Recyclage

Ces résultats en matière de retombées sont probablement sous-estimés, étant donné que nous n'avons pas pu mesurer les retombées de toutes les opérations de financement à faibles émissions de carbone, ce qui prouve la nécessité d'améliorer la cueillette de données et les méthodologies propres au secteur financier pour faire des études d'impacts environnementaux et économiques.

La TD participe aux trois projets pilotes du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques du Programme des Nations Unies pour l'environnement – Initiative financière (PNUE IF)<sup>7</sup>, relativement aux prêts, aux assurances et à la gestion des placements. Ces études devraient permettre de mettre au point des méthodologies utiles pour estimer ces impacts dans l'avenir.

<sup>1</sup> Ces données (tonnes de GES, PIB, emplois) comprennent celles liées aux Obligations vertes TD.

<sup>2</sup> Analyse de PwC. Ce total représente seulement une partie des opérations à faibles émissions de carbone de la TD. Nous n'avons pas essayé de quantifier les émissions de GES évitées, attribuables aux opérations multisectorielles ou associées aux marchés du recyclage ou de la gestion durable des terrains en raison du manque de données.

<sup>3</sup> <https://www.epa.gov/energy/greenhouse-gas-equivalencies-calculator>

<sup>4</sup> Analyse de PwC. Le nombre d'emplois est mesuré en équivalent temps plein (ETE).

<sup>5</sup> Analyse de PwC.

<sup>6</sup> Représente les données pour les exercices 2017 et 2018 et exclut l'incidence des opérations multisectorielles, étant donné que celle-ci n'a pas pu être correctement estimée au moyen de la méthodologie courante.

<sup>7</sup> [https://www.td.com/document/PDF/TD\\_Green\\_Bond\\_Framework\\_FR.pdf](https://www.td.com/document/PDF/TD_Green_Bond_Framework_FR.pdf)

## Quelles sont les prochaines étapes?

Les résultats de nos deux premières années constituent autant d'avancées significatives vers l'atteinte de notre cible pour 2030. De même, nous continuerons d'appuyer la transition vers une économie à faibles émissions de carbone et nous nous efforcerons d'approfondir notre compréhension à ce sujet pour adopter une approche équilibrée qui tient compte à la fois de nos besoins énergétiques et de la réalité économique actuelle tout en nous préparant pour l'avenir. Nous vous communiquerons de l'information sur nos progrès dans nos rapports annuels futurs. Nous réviserons notre approche sur une base régulière à mesure que les méthodologies utilisées pour décrire l'économie à faibles émissions de carbone et produire des rapports à son égard évolueront. Plus important encore, nous savons qu'une transition réussie vers une économie à faibles émissions de carbone nécessitera des efforts concertés de la part des gouvernements, des entreprises et de la société, et nous continuerons de collaborer avec ces parties pour atteindre nos objectifs communs.

## Mentions juridiques

Le présent document vise à fournir des renseignements généraux sur des sujets d'intérêt pour les lecteurs. Bien que l'information contenue dans ce rapport provienne de sources que la TD juge fiables, nous ne pouvons en garantir l'exactitude et, par conséquent, cette information peut être incomplète ou abrégée. Toutes les opinions, les estimations et les autres renseignements contenus dans ce document correspondent au point de vue de la TD à la date indiquée. De par leur nature, ces énoncés obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques, qui peuvent faire en sorte que le contenu de ce document diffère considérablement des données avancées aux présentes. Ces renseignements pourraient changer à mesure que les définitions et les méthodologies utilisées pour calculer les incidences d'une économie à faibles émissions de carbone continueront d'évoluer. La TD pourrait mettre à jour l'information et le contenu aux présentes à tout moment sans préavis, même si elle n'a aucune obligation d'y apporter des corrections ou des mises à jour. Les renseignements, les estimations, les opinions et les hypothèses contenus dans le présent document sont fournis à titre informatif seulement; ils ne visent pas à fournir de conseils professionnels et ne devraient pas être considérés comme tels. Dans la pleine mesure permise par la loi applicable, la TD n'offre aucune garantie, implicite ou explicite, y compris aucune garantie implicite de convenance à une fin particulière.

# Annexe A – Méthode de comptabilisation détaillée

## Définition des critères d'inclusion

Les critères d'inclusion des énergies à faibles émissions de carbone représentent une version modifiée et plus large de nos critères d'admissibilité des Obligations vertes TD<sup>1</sup>, qui incluent les éléments suivants :

- Source d'énergie à faibles émissions de carbone comme l'énergie solaire, éolienne, géothermique, marémotrice et marine, de même que la bioénergie provenant de sources qui n'épuisent pas les ressources terrestres de carbone et les actifs hydroélectriques existant en zones tempérées ou nouvelles installations hydroélectriques générant moins de 25 MW;
- Efficacité énergétique et gestion responsable de l'énergie liée aux bâtiments, efficacité industrielle, efficacité liée au transport, distribution et stockage de l'énergie, de même que les produits, les techniques de production et les processus écoénergétiques;

- Infrastructures vertes et gestion durable des terrains comme l'agriculture et la foresterie durables, la gestion de l'eau et des déchets, la conservation et la prévention et le contrôle de la pollution

Les critères d'admissibilité des Obligations vertes TD ont été associés aux codes de secteur pertinents (SCIAN ou CTI<sup>2</sup>) pour permettre d'identifier les secteurs à faibles émissions de carbone admissibles. Dans les cas où l'ensemble des activités d'un client correspondait à la description d'un code de secteur admissible, l'engagement financier total a été inclus. Par exemple, si l'ensemble des activités d'un client sont classées en fonction du code de secteur pour la production d'énergie hydroélectrique, nos engagements financiers totaux pour ce client seraient comptabilisés dans notre cible des projets à faibles émissions de carbone.

Lorsque les codes de secteur ne permettaient pas d'identifier les clients participant à une économie à faibles émissions de carbone, d'autres critères ont été appliqués. Le tableau A1 ci-dessous donne des exemples de ces autres critères, par secteur :

**Tableau A1 : Autres critères d'inclusion des opérations financières**

Secteur d'activité des clients	Critères d'inclusion
<b>Services publics divers</b>	Nous avons inclus les entreprises dont au moins 80 % de la production d'énergie repose sur des ressources à faibles émissions de carbone. Nous avons aussi inclus le financement des projets dont la capacité de production d'énergie à faibles émissions de carbone était intégrée au réseau.
<b>Services immobiliers</b>	Nous avons inclus les promoteurs immobiliers dont le portefeuille est composé à au moins 80 % de bâtiments certifiés verts (p. ex., LEED ou BOMA). Dans le même ordre d'idées, nous avons inclus le financement accordé pour des projets particuliers liés à un bâtiment certifié LEED ou BOMA (même si les prêts généraux ne sont habituellement pas comptabilisés).
<b>Auto</b>	Nous avons inclus le financement et l'assurance de véhicules hybrides, électriques ou à très faibles émissions <sup>3</sup> .
<b>Transport</b>	Nous avons inclus le financement lié au transport ferroviaire urbain, au transport ferroviaire de voyageurs de longue distance et aux autobus dont les émissions sont faibles ou nulles.
<b>Foresterie et produits du bois</b>	Nous avons inclus les entreprises qui utilisent au moins 80 % de fibres de bois provenant de sources certifiées durables dans leurs produits (exemples de sources certifiées : normes FSC, SFI ou PEFC <sup>4</sup> ). Nous avons aussi inclus les projets de conservation de l'environnement comme ceux qui sont financés dans le cadre des programmes de dons de la TD.

<sup>1</sup> [https://www.td.com/document/PDF/TD\\_Green\\_Bond\\_Framework\\_FR.pdf](https://www.td.com/document/PDF/TD_Green_Bond_Framework_FR.pdf)

<sup>2</sup> SCIAN : Système de classification des industries de l'Amérique du Nord; CTI : Classification type des industries.

<sup>3</sup> Par définition, les véhicules à très faibles émissions produisent moins de 75 g de CO<sub>2</sub> par kilomètre.

<https://www.smmmt.co.uk/industry-topics/technology-innovation/ultra-low-emission-vehicles-ulevs/>

<sup>4</sup> FSC : Forest Stewardship Council; SFI : Sustainable Forestry Initiative; PEFC : Programme for the Endorsement of Forest Certification.

# Annexe A – Méthode de comptabilisation détaillée

## Choix comptables

- La majorité du financement accordée par la TD représente des prêts directs. Dans certains cas, la TD en est le seul prêteur, dans d'autres cas, elle fait partie d'un consortium de prêteurs. Sur les marchés publics, la TD joue un rôle de premier plan en amassant des capitaux à titre de teneur de livres<sup>1</sup>. Lorsque c'est le cas, le montant total du financement est réparti en fonction du nombre de teneurs de livres. Cette pratique s'aligne avec les données figurant dans les classements externes<sup>2</sup>.
- Lorsque la TD est intervenue à titre de seul conseiller dans le cadre d'ententes sur des projets à faibles émissions de carbone (comme dans le secteur de l'offre de conseils sur les fusions et acquisitions) ou a joué le rôle de teneur de livres dans la prise ferme d'obligations vertes, nous considérons que le rôle de la TD est essentiel dans la croissance de l'économie à faibles émissions de carbone, et la pleine valeur financière de l'entente a été comptabilisée, sans égard au nombre de conseillers.
- Nous avons fait preuve d'innovation en incluant les activités du secteur de la gestion des placements (Gestion de Placements TD) à nos résultats sur le carbone. Bien que les méthodologies utilisées pour évaluer les placements sobres en carbone continuent d'évoluer, nous avons estimé important de faire le suivi de la demande des investisseurs institutionnels. Les sociétés détenues par Gestion de Placements TD sont évaluées au moyen du critère d'inclusion dans une économie à faibles émissions de carbone décrit ci-dessus. Pour l'exercice financier 2017, notre année de référence, la valeur totale de tous les actifs gérés à faibles émissions de carbone en date du 31 octobre a été calculée. Pour les exercices suivants, nous incluons la différence sur douze mois de la valeur des actifs à faibles émissions de carbone détenus à la fin de l'exercice financier (31 octobre)<sup>3</sup>.

## Mise au point de notre méthode de mesure des répercussions

Nature des répercussions	Méthode de calcul
Émissions de gaz à effet de serre évitées	<ul style="list-style-type: none"><li>• Nous avons appliqué les facteurs d'émission associés au réseau électrique régional pour mesurer les émissions de GES évitées grâce à la réduction de la consommation d'énergie.</li><li>• Pour calculer les réductions de la consommation d'énergie, nous avons déterminé les économies d'énergie du projet à faibles émissions de carbone et les avons comparées aux économies réalisées dans le cadre d'une option « brune ». Par exemple, la réduction de la consommation d'énergie d'un bâtiment certifié LEED financé par la TD est calculée en fonction de la comparaison avec la consommation d'énergie moyenne d'un bâtiment non certifié équivalent.</li></ul>
Contribution au PIB et au marché de l'emploi	<ul style="list-style-type: none"><li>• Des modèles économiques pour le Canada (fournis par Statistique Canada) et les États-Unis (fournis par IMPLAN<sup>4</sup>) ont été utilisés.</li><li>• Les retombées directes tiennent compte du nombre d'employés et du revenu des entreprises financées directement par la TD.</li><li>• Les retombées indirectes découlent des activités des entreprises en amont qui approvisionnent les sociétés que nous finançons (p. ex., le nombre d'employés et le revenu de ces fournisseurs). Les estimations des retombées secondaires des activités de financement de la TD n'ont pas été incluses<sup>5</sup>.</li></ul>

<sup>1</sup> Le teneur de livres est le rôle que joue la TD lorsqu'elle agit comme preneur ferme pour l'émission d'un nouveau titre de créance ou de participation.

<sup>2</sup> Les classements incluent les classements établis par Bloomberg, Thomson Reuters, Dealogic et Dealmakers Data/Infomart (National Post).

<sup>3</sup> Nous incluons seulement l'augmentation sur douze mois; si la valeur totale des actifs gérés à faibles émissions de carbone diminue pendant cette période, nous indiquons une contribution nulle pour cet exercice financier.

<sup>4</sup> Pour obtenir des précisions sur le modèle IMPLAN, voir : <http://www.implan.com/>

<sup>5</sup> Les retombées secondaires résultent des dépenses à la consommation des employés des entreprises ayant profité d'un financement direct ou indirect de leurs dépenses.